

Quelle transition énergétique pour la France ?

Priorité à l'emploi et à l'environnement



La France figure parmi les pays dont les émissions de gaz à effet de serre par habitant sont les plus faibles ; bien entendu, nous devons poursuivre nos efforts en la matière. Pour autant, la politique énergétique ne doit pas se faire au détriment de la compétitivité et de l'emploi. Les experts de la Fondation Concorde sont revenus dans ce document sur un certain nombre d'idées reçues, et apportent un éclairage sur les objectifs à poursuivre dans le cadre de la « transition énergétique » annoncée.

Le protocole de Kyoto aurait-il conduit à une augmentation des émissions de CO₂ ?

Depuis 2003, tandis que l'Union européenne contraignait ses émissions de CO₂ à travers la directive « quotas », le reste de monde observait une accélération inquiétante de ses émissions carbonées. Si cette situation s'explique par les nouveaux besoins de consommation d'énergie dans le monde, elle est aussi le résultat des réglementations européennes, qui, en donnant un avantage comparatif aux pays pollueurs, pénalisent nos industries et favorisent leur délocalisation. L'instauration d'une taxe carbone sur les produits issus de pays refusant d'entrer dans une logique de réduction des émissions de CO₂, permettrait de stopper cette concurrence.

Et si le prix de l'énergie n'augmentait pas ? La transition énergétique est souvent justifiée en raison de l'épuisement des réserves d'énergie et de l'augmentation des prix qui en résulterait, permettant de rentabiliser les investissements en énergies renouvelables. Cette vision est toutefois contredite par le potentiel des énergies non-conventionnelles qui modifient en profondeur les équilibres mondiaux et laissent à penser que les prix devraient rester plus bas qu'il n'était anticipé.

Le développement des énergies renouvelables pour la production d'électricité augmente-t-il les émissions de CO₂ ? En raison de leur caractère intermittent et fluctuant (le solaire ne produisant par exemple pas la nuit et peu en temps nuageux), les énergies renouvelables nécessitent en complément des énergies capables de s'adapter en permanence à la demande. En l'état actuel des technologies, en excluant le nucléaire, cela consiste à développer des centrales thermiques à gaz ou au charbon, émettrices de CO₂. Cette situation s'observe notamment en Allemagne ou encore au Danemark, qui a la plus forte proportion d'énergies renouvelables et un bilan carbone bien supérieur à la moyenne européenne : **3984kg de CO₂/ habitant émis au Danemark contre 811 kg/hab en France.**

La transition énergétique va-t-elle créer des emplois ? Bien qu'il soit souvent mis en avant la création d'emplois « verts » résultant de la transition énergétique, les estimations sérieuses concluent à l'inverse à des pertes nettes d'emplois à l'horizon 2030 très importantes : entre 32.000 et 200.000 selon le scénario de réduction de la production nucléaire. Ces résultats s'expliquent tant par les pertes directes d'emplois dans le nucléaire, que par les pertes induites par la hausse des prix et des coûts pour les entreprises et les ménages.

Des politiques d'économie d'énergie trop contradictoires et trop bureaucratiques pour être efficaces ? L'Union européenne et la France multiplient les politiques énergétiques, sans les coordonner : quotas de CO₂, développement des énergies renouvelables, réglementation thermique pour le bâtiment ou autres certificats d'économies d'énergies. Ces politiques bureaucratiques et contradictoires conduisent paradoxalement à faire de l'Europe un lieu de moindre amélioration énergétique que les Etats-Unis. **Il faut donc substituer à cette accumulation de politiques sectorielles et contradictoires une politique globale, basée sur un ressort classique mais efficace : le prix.**

Renoncer au nucléaire aggrave sérieusement la pollution et les risques sanitaires. L'alternative actuelle pour la production d'électricité ne se situe pas entre le nucléaire et les énergies renouvelables mais entre le nucléaire et un mix de renouvelables et de production thermique, parfois au charbon. Or, les centrales à charbon présentent des risques pour la santé. A travers ses rejets, notamment de métaux lourds toxiques, l'exploitation du charbon est responsable de près de 30.000 morts chaque année en Europe et du développement de nombreuses maladies cardio-vasculaires.

Les *smarts grids* et les systèmes électriques locaux sont-ils illusoire ? Ensemble de techniques d'optimisation de la distribution d'électricité, les *smarts grids* sont souvent mis en avant comme un remède miracle aux problèmes posés par l'intégration des énergies renouvelables, notamment dans la perspective de systèmes électriques locaux. Or, ces techniques sont déjà largement optimisées et nécessiteraient, dans une configuration de production locale, une multiplication des lignes et d'interconnexions. Cela conduirait à des systèmes plus petits, donc plus coûteux et plus instables que ne le serait un système national ou européen.

Les gaz et pétroles non conventionnels, une chance pour la France ? Révolution énergétique outre Atlantique, l'exploration et donc l'exploitation des gaz et pétroles non conventionnels ont été interdits par la loi en France. Pour les experts, rien ne semble pourtant le justifier. Alors que la France accuse une facture énergétique de 69 milliards d'euros, il est absurde de rejeter par principe une richesse potentielle.

La recherche reste le meilleur moyen de réaliser la transition énergétique. Plutôt que de substituer dès à présent les énergies renouvelables à la production nucléaire, ce qui aboutirait à détruire de l'emploi, augmenter nos émissions de CO₂ et détériorer notre balance commerciale, il serait préférable de miser sur la recherche. De nombreuses voies sont offertes et pourraient permettre à l'industrie française de se repositionner sur les filières prometteuses : le développement du stockage d'électricité (hydraulique, batteries), la valorisation du CO₂ par les micro-algues ou encore l'hydrogénation du CO₂. Il convient enfin de développer les réacteurs nucléaires de quatrième génération, plus économes, plus fiables et plus respectueux de l'environnement, pour lesquels la France possède un savoir-faire unique au monde.